

Les syndicats et la crise économique

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **13 (1921)**

Heft 4

PDF erstellt am: **27.04.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-383360>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

REVUE SYNDICALE

SUISSE

ORGANE DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

Abonnement: 3 fr. par an
Pour l'Etranger: Port en sus
Abonnem. postal, 20 cent. en sus

Rédaction: Secrétariat de l'Union syndicale suisse, Berne

Téléphone 3168 o o o Kapellenstrasse 8 o o o Compte de chèques N° III 1366

Paraît tous les mois

Expédition et administration: o

Imprim. de l'Union, Berne

o o o Kapellenstrasse, 6 o o o

SOMMAIRE:

	Pages		Pages
1. Les syndicats et la crise économique	33	6. Economie publique	39
2. Une organisation particulière	35	7. Politique sociale	39
3. A la commission fédérale des fabriques	36	8. L'Union syndicale internationale et la lutte contre le chô-	
4. Questions économiques	37	mage	40
5. Economie sociale	38	9. Dans les fédérations syndicales	40
		10. Mouvement syndical international	40

Les syndicats et la crise économique

Pendant ces derniers mois la crise économique a pris des dimensions qui dépassent les mesures auxquelles nous étions habitués jusqu'ici. Le nombre des chômeurs totaux s'approche de 50,000, celui des chômeurs partiels est de près de 100,000. Dans les grandes industries d'exportation, de nombreuses fabriques ont cessé entièrement l'exploitation, d'autres ne travaillent qu'à horaire réduit. La situation serait plus grave encore si l'électrification des chemins de fer n'occupait pas une partie de l'industrie des machines et des professions du bâtiment.

Les arts et métiers sont de même considérablement atteints, il semble que les industries de l'alimentation sont frappées à leur tour par la crise.

L'inquiétude des ouvriers s'accroît avec le nombre des chômeurs et avec les phénomènes si peut réjouissants qui accompagnent l'extension de la crise. C'est ainsi que les mouvements de salaire ont subitement cessés, malgré que dans de nombreux cas le salaire n'est nullement conforme au coût de la vie. Après la dépression occasionnée par la déclaration de la guerre, le développement des syndicats commença justement parce qu'il était possible, sous la pression de l'éveil des masses et en profitant de l'essor des entreprises de guerre, qui avaient besoin de toutes les mains, d'obtenir une augmentation des salaires sans grands sacrifices. Nombreux sont les nouveaux syndiqués qui se sont habitués ainsi à cette politique d'offensive et ne peuvent plus comprendre la situation actuelle. Le Conseiller national Sulzer se mit lui-même en tête de ceux qui préconisaient la baisse des salaires en disant: « La réduction des prix peut seule nous sauver — mais seulement si une baisse des salaires a lieu simultanément. Notre production ne peut être rendue meilleur marché que par une réduction des salaires et une augmentation de la capacité de travail, ce qui nous amène naturellement au problème du temps de travail. » Sulzer affirme qu'il serait possible aujourd'hui encore, d'obtenir des commandes à courts délais de livraison, exécutées par des heures de travail supplémentaires — il est vrai à des prix moindres qui ne pourraient être possibles que par la baisse des salaires. A notre avis la crise économique ne peut pas être combattue par de tels moyens, sans considérer que nous nous y opposons en principe, car la force d'achat de la masse des consommateurs serait affaiblie plus encore par la baisse des salaires, et par la prolongation du temps de travail, le nombre des chômeurs deviendrait plus grand encore.

Si un produit coûte 10 fr. et devient de un franc

meilleur marché ensuite d'une baisse de salaire, cela ne sera d'aucun avantage pour l'ouvrier, car sa force d'achat sera nécessairement affaiblie d'un franc. Une telle réduction de prix ne peut être avantageuse qu'à ceux qui n'ont pas besoin de restreindre leurs dépenses et qui ne sont pas obligés d'accepter des baisses de salaire, soit parce qu'ils ne travaillent pas ou tout au moins ne sont pas des salariés. Il en est de même avec la question du chômage. Si vraiment la production est plus élevée avec un temps de travail plus long, ce que M. Sulzer devrait encore prouver — nous prétendons que les taux du travail aux pièces n'ont pas augmentés dans la proportion des salaires en général — l'effet économique serait le suivant: Le nombre des chômeurs totaux et partiels est actuellement environ du 14 pour cent des ouvriers. 86,000 ouvriers occupés doivent donc encore entretenir 14,000 chômeurs. Si le temps de travail des occupés était prolongé d'une heure par jour, il en résulterait plus d'un demi million d'heures par semaine. Par conséquent 10,000 nouveaux ouvriers perdraient leurs places. Ils ne seraient alors éliminés non seulement comme producteurs, mais aussi en grande partie comme consommateurs, car c'est à peine s'ils peuvent subvenir à leurs plus stricts besoins avec le secours qu'ils obtiennent. Au fonds, cette mesure ne ferait que prolonger et aggraver la crise de la vente dont nous souffrons aujourd'hui.

La théorie qu'il s'agit maintenant, par une prolongation illimitée du temps de travail, de réparer les dommages occasionnés par la folie de la guerre, est repoussée comme telle par les ouvriers, car ce ne sont pas eux qui sont responsables de ce crime, ils sont d'ailleurs d'avis que le moment est enfin venu d'engager à des sacrifices, ceux qui en sont moralement responsables et qui se sont enrichis encore du malheur qui a frappé l'humanité. Nous avons déjà dit que la force d'achat des ouvriers diminue avec la baisse des salaires. Mais le projet de rétablir la capacité de concurrence dans les pays ayant un faible change est de même une entreprise infructueuse, car la différence du change ne peut être compensée que si les ouvriers suisses consentent à se laisser traiter peut-être comme des « nègres ». Si nous considérons ce qui se passe dans le monde, nous constatons aussi que l'on parle de baisses de salaire dans les pays ayant un change très bas et que par ce moyen on veut relever leur capacité de concurrence sur le marché mondial. Ce fait suffit pour démasquer les véritables intentions de ceux qui préconisent la réduction des salaires: On veut faire une pression pour que la classe ouvrière accepte plus facilement la prolongation projetée du temps de travail.

Les grands industriels devraient comprendre que l'essor des industries d'exportation dépend entièrement du développement du marché mondial. Particulièrement les produits de nos industries de luxe seront invendables aussi longtemps que les charges insupportables d'impôts imposées par les énormes dettes de guerre et l'appauvrissement général des anciens belligérants ne leur permettront à peine d'acheter le strict nécessaire à la vie.

Mais si on veut quand même parler d'une baisse des salaires pour rendre la production meilleur marché, il faudrait au moins créer les conditions initiales d'un tel projet, c'est-à-dire une réduction des prix des denrées alimentaires et des articles de première nécessité. Mais il n'en est nullement question. La politique économique des classes régnantes n'a qu'un seul but, rendre la capacité de concurrence sur le marché mondial plus difficile encore par des moyens artificiels. Le marché étranger étant actuellement incapable d'acheter la production, c'est au marché indigène à occuper l'industrie. Dans ce but on a l'intention de continger l'importation, d'appliquer des suppléments de droits de douanes et de les augmenter pour les articles d'importation. Par cette mesure on ne pourra guère qu'alléger dans le meilleur cas la situation de quelques groupes professionnels, mais elle ne sera d'aucune utilité aux grandes industries d'exportations, car le marché indigène n'entre pas en considération pour elles, bien plus elle leur porte préjudice. Les paysans demandent des compensations pour l'interdiction d'importation sous formes de droits de douanes sur les produits agricoles, si bien qu'il ne peut être question d'une baisse des prix.

Malgré tout la *Neue Zürcher Zeitung* croit devoir nous faire comprendre que notre appel commun avec le Parti socialiste, qui se dirige contre la politique douanière inaugurée par l'assemblée fédérale, porte frivolement préjudice aux intérêts ouvriers. A cette occasion la *Neue Zürcher Zeitung* écrit cependant elle-même: « Il est incontestable que l'augmentation des droits de douanes et les restrictions d'importation ont pour conséquence la maintien des prix des denrées. » Mais ce journal veut faire croire que si l'on renonçait à ces augmentations des droits de douanes et à ces restrictions d'importation le nombre des chômeurs et les dépenses de l'Etat pour le secours de chômage augmenteraient énormément. « La formule socialiste consistant à obtenir l'argent de ces dépenses par une imposition plus forte des « grandes fortunes » ne modifierait rien à cet état de chose, la seule conséquence serait un affaiblissement général de la force d'achat si des parties considérables de la fortune populaire étaient employées à ces dépenses inproductives... La généralité ne doit pas réfléchir aujourd'hui comment on doit imposer, mais comment la production peut être augmentée. » La logique de cet exposé est pour le moins très contestable. Les sphères bourgeoises elles-mêmes estiment que les restrictions d'importations prévues ne sont que des palliatifs inefficaces (Professeur Dr E. Grossmann). La *Neue Zürcher Zeitung* reconnaît de son côté que le prix des denrées sera « maintenu » dans le pays par les restrictions des importations, donc que la force d'achat des masses sera empirée encore. Mais elle ne veut pas tirer la conclusion de ce fait, c'est-à-dire que l'empêchement de la baisse des prix dans le pays remet plus encore en question la capacité de concurrence des industries d'exportation sur le marché mondial. Ce journal oublie en outre de prouver comment un aggravement considérable de la crise résulterait nécessairement du renoncement aux augmentations des droits de douanes et des restrictions d'importation. Si on entend les petits patrons, on constate que chacun a besoin de pro-

tection. Mais aussitôt qu'eux-mêmes, comme consommateurs, doivent payer les prix élevés, leur enthousiasme diminue appréciablement. Si nous considérons la situation, nous arrivons à la conclusion que l'empêchement de l'importation ou le renchérissement de certains produits par une hausse des droits de douanes empêchent vraiment le développement de branches professionnelles entières (bâtiment).

Notre intérêt à la suppression du chômage est tout au moins aussi grand que celui de la *Neue Zürcher Zeitung* et nous sommes bien loin de considérer les dépenses inproductives pour le secours de chômage comme une solution satisfaisante du problème. Par contre il nous est sans doute permis de rendre attentifs que la *Neue Zürcher Zeitung* et ses gens ont non seulement dépensé sans autre pendant la guerre environ un milliard pour des choses inproductives, mais qu'aujourd'hui encore ils sont bien loin de penser au désarmement, au contraire, au milieu de la paix, à peu près la moitié des dépenses de la Confédération sont prodiguées à des buts « inproductifs », sans aucun remord.

Ce ne sont pas les dépenses pour buts inproductifs qui ont le don de déplaire à la *Neue Zürcher Zeitung*, mais bien le fait que les ouvriers sont d'avis que, par une remise de la fortune, la Confédération devrait obtenir l'argent nécessaire pour solutionner ses tâches sociales. Tout est en ordre aussi longtemps que les masses doivent payer. Mais aussitôt que les grands coffres-forts doivent faire quelques sacrifices, on prétend que cela signifie un « affaiblissement » de la force d'achat du peuple. On remarque facilement l'intention...!

C'est le contraire qui est juste. La participation des grandes fortunes aux charges de la communauté est le seul moyen efficace pour relever l'économie publique souffrante.

Mais voilà que la *Neue Zürcher Zeitung*, après avoir pendant de longues années mis ses colonnes à la disposition des auteurs les plus divers pour gémir sur la misère des finances, lance un appel patriotique en déclarant que l'on ne doit pas réfléchir aujourd'hui comment on doit imposer, mais comment on doit relever la production. Cet appel est destiné aux niais qui malheureusement ne sont pas encore entièrement disparus dans notre pays. Ils devraient se taire et payer. L'assemblée fédérale a découvert comment on peut tirer facilement 200 millions de francs du peuple et a pris des mesures pour qu'il n'y ait pas de discussion à ce sujet. Elle a déclaré que ses décisions étaient urgentes et par conséquent elles ne seront pas sanctionnées par le peuple. Les électeurs oublient si facilement. Aux prochaines élections ils voteront quand même pour les partisans des droits de douanes ou ils resteront, par commodité, à la maison en se disant: « Cela ne sert quand même à rien. »

S'il s'agit du salut public, l'Etat ne doit pas s'arrêter, comme ce fut toujours le cas jusqu'ici, devant les grands coffres-forts. Il faut particulièrement prendre les mesures de grande envergure nécessitées par une crise mondiale comme celle que nous traversons actuellement et il ne faut pas qu'il s'épuise en palliatifs. Combien pressant est déjà le problème de la disette de logements et combien peu à été fait à son égard! On a convoqué de nombreuses conférences, mais ce fut tout. Toute les mesures prises jusqu'à présent et tout ce qu'on peut attendre d'un avenir prochain ne sont qu'une goutte d'eau à la mer. C'est par dizaines de mille que l'on compte les sans logis ou ceux qui habitent des « logements de nécessité ». Mais l'Etat n'a pas d'argent pour des buts productifs. Et il hésite à s'attaquer aux fortunes des riches, par crainte d'affaiblir la « force d'achat » des possédants.

Même les plus ignorants reconnaissent que la reprise de l'activité du bâtiment aurait les conséquences les plus favorables sur toute l'économie publique et que par cette voie on pourrait affronter la crise économique mondiale sans sacrifices trop grands. Les professions du bâtiment offrent tant d'occasion de travail, que cette activité n'est surpassée par aucune autre. En outre de nombreuses autres industries en sont fructifiées directement ou indirectement, si bien que la force d'achat des masses en est influencée favorablement de suite.

Il est impossible, après les expériences faites ces dernières années, que l'initiative privée puisse atténuer dans une mesure appréciable les besoins qui se font sentir sur le marché des logements. C'est l'encouragement des grands profits qui manque. La construction de logements ne promet pas assez de bénéfices. On attend une baisse des prix, mais qui se laissera attendre longtemps avec l'économie publique qui est appliquée. La même attitude peut être observée aussi chez les autorités. Elles ne laissent construire que si elles y sont contraintes et étudient des « mesures d'économie ». Elles ne voient pas qu'aujourd'hui l'offre de travail est le problème des problèmes, que les travaux de nécessité sont inéconomes, que le secours de chômage est improductif et qu'un long chômage a des effets démoralisants. L'égoïsme est le mobile de notre économie publique et non pas le bien de la communauté.

Malgré que la situation semble désespérée, ce serait une erreur de croire que le capitalisme est arrivé à la fin de son règne. Les journaux qui l'affirment se trompent et mentent à leurs lecteurs. Ce sont eux qui se cachent la tête dans le sable et, sans considérer ce qui se passe dans les Etats capitalistes, prophétisent la grande débâcle prochaine. C'est une imprévoyance de nourrir les masses avec des phrases sur la révolution mondiale et les empêcher ainsi de s'occuper des tâches du jour, car finalement on ne peut placer le tout sur une seule carte et faire espérer aux ouvriers un événement libérateur qui ne se produit jamais. Il est vrai que cela est fort commode pour certaines gens très forts dans la critique, mais très faibles quand il s'agit de faire mieux.

Ce qu'il nous faut c'est l'éclaircissement sur notre situation économique et sur les possibilités de développement. L'influence de la classe ouvrière ne pourra se faire bien valoir que si la masse adhère aux syndicats, si, comme citoyens, les travailleurs influencent la politique, s'ils émettent dans toutes les questions politiques et économiques des arguments puissants et applicables. Avant tout, il faut qu'ils soient unis et que leur action soit bien coordonnée. C'est dans ce sens que l'Union syndicale et le Parti ont élaboré un programme économique dans lequel les buts les plus proches sont indiqués.



Une organisation particulière

Ensuite de la convocation d'une conférence des Unions ouvrières par les communistes bâlois, conférence qui a eu lieu le 20 mars à Zurich, la question de « l'organisation unifiée » a été remise en discussion. A ce sujet nous nous sommes permis de faire quelques observations personnelles et de principe qui ont eu le don de déplaire à la presse communiste et qui, comme il fallait s'y attendre, n'ont pas été accueillies favorablement à la conférence des Unions ouvrières à Zurich. C'était une consolation : « Les opinions de Dürr ont été fort malmenées à Zurich et à Bâle. » Il est évident que ce résultat est modeste, si l'on connaît la régie de ces deux localités. Vue la situation actuelle à Zurich comme à Bâle

on ne pouvait certainement pas compter sur un « succès ». Si on a critiqué l'esprit « psychologique » des assemblées, nous estimons que l'exposé des faits est plus important que les phrases.

Nous reconnaissons cependant que les Zurichois ont écouté le discours avec calme et que la discussion eut lieu dans des limites supportables. Les choses se passèrent autrement à Bâle. Non seulement l'orateur fut interrompu à plusieurs reprises — pendant de longues minutes il ne put reprendre la parole —, mais la discussion même laissa fort à désirer. Un homme, dont personne ne connaît les moyens d'existence, exprima ses regrets qu'il n'y ait pas de camarades qui aient le courage de procéder avec l'orateur à la manière Dato (le président du ministère espagnol qui vient d'être assassiné). Un autre exprima l'espoir que le moment viendra où tous les « bonzes » seraient fusillés. De tels exposés furent soulignés par certains participants de l'assemblée par les cris de « très justes » et par des « bravos ». Le président n'eut pas le courage de protester contre de tels agissements.

Et maintenant quelques observations au sujet de la conférence du 20 mars. 25 Unions étaient représentées ayant soit-disant un effectif de 90,000 membres, ce nombre est, il est vrai, plutôt exagéré. On ne voudra pas prétendre que ces Unions, dont neuf sont venues du canton de Zurich, sont toutes communistes. Les décisions prises ne prouvent rien à cet égard, car ce ne sont pas les paroles qui sont décisives, mais les actes qui suivent les paroles. Quand les délégués examineront les votes émis sur leur efficacité — en dehors du brouillard de la phraséologie communiste — ils jugeront autrement.

Il y a tout d'abord la résolution de l'Union ouvrière de Bâle au sujet de l'organisation unifiée dont le passage le plus prééminent a la teneur suivante :

« La scission dans le Parti socialiste ne pouvait être un empêchement pour ces efforts (l'unité). Dans ce cas une organisation qui fait valoir le volonté de classe du prolétariat révolutionnaire deviendra doublement nécessaire ».

On peut se demander, à l'encontre de cette revendication, comment le parti communiste se représente ce front unique. Lors de l'assemblée de Bâle que nous avons mentionné, Schneider a remarqué par une interruption qu'il comprenait les Grutliens dans ce front unique, que ceux-ci étaient souvent meilleurs combattants que de nombreux socialistes.

Cela est absolument conforme à ce qui a été dit dans la résolution sur le rôle du parti communiste dans la révolution prolétarienne : « Les communistes n'évitent aucunement l'organisation en masse des ouvriers n'appartenant à aucun parti, en certaines circonstances ils n'hésiteront même pas à participer à des organisations ayant un caractère expressément réactionnaire (fédérations jaunes, chrétiennes, etc.) et à les exploiter... » Zinowiew dit dans « Les questions du jour du mouvement ouvrier international » en quoi consiste cette exploitation des organisations en masse : « L'Internationale communiste qui a anéanti la II^e Internationale comme réunion d'organisations politiques, met désormais à l'ordre du jour la lutte pour l'obtention de l'influence dans les fédérations. Les syndicats passent par la même évolution que celle par laquelle ont passé les partis politiques du prolétariat. Les divergences au sein du mouvement syndical ont déjà commencé et s'étendent rapidement. Ça et là ce mouvement se fait sentir par une *scission directe dans les syndicats*. Où cela est inévitable, l'Internationale communiste ne s'y opposera pas. » Après de telles constatations on peut douter avec raison de la sincérité des motifs des communistes de vouloir réunir tous les partis en un